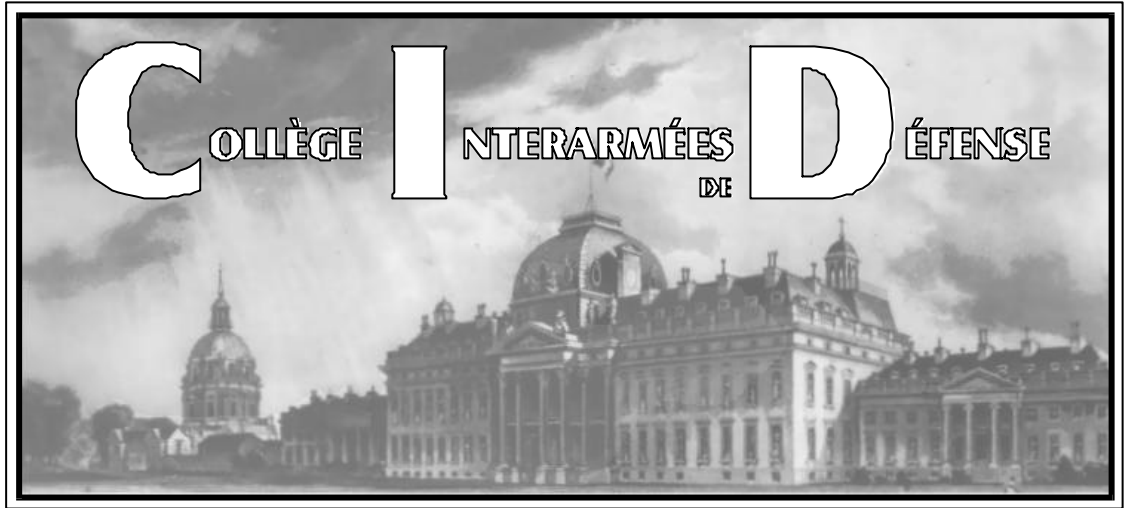


1. L'espace-temps-information, nouveau terrain du stratège
2. Capitaine de frégate Jean-Philippe ROLLAND
3. 15 mars 2000
4. Groupe C5
5. Mémoire de stratégie
6. Le monde des réseaux rejette le terrain stratégique hors du champ des données objectives. C'est désormais un espace complexe, que l'on peut définir comme la réunion de chaque espace individuel de vie. Il ne supprime pas la possibilité de concevoir et d'appliquer une stratégie militaire, mais il en rend l'exercice plus difficile.



MEMOIRE DE STRATEGIE

L'ESPACE-TEMPS-INFORMATION, NOUVEAU TERRAIN DU STRATEGIE

SOMMAIRE

Introduction

1. Le référentiel classique est périmé

1.1 Les deux révolutions du terrain stratégique

1.2 Espace-temps information et espaces individuels de vie

1.3 Le stratège ne peut donc se désintéresser de cette mutation

1.3.1 Raisons stratégiques

1.3.2 Raisons politiques et sociales

2. L'infosphère, portrait d'un monde bouleversé

2.1 L'Etat en question

2.2 La transformation du monde

2.2.1 Des réseaux mondiaux

2.2.2 De nouvelles menaces

3. L'espace-temps-information, caractéristiques et interactions

3.1 Composantes de l'espace-temps-information

3.1.1 Le terrain, espace physique au sens classique

3.1.2 Le facteur temps

3.1.3 L'information

3.2 Interactions

3.2.1 Influences réciproques de l'espace et de l'information

3.2.2 Influences réciproques entre temps et information

3.3 Tentative de modélisation de l'espace-temps-information

3.3.1 Construction

3.3.2 Commentaires

4. Vers une cyberstratégie

4.1 Une stratégie militaire est-elle toujours possible ?

4.2 Impact de la révolution de l'information sur le travail du stratège

4.2.1 Les deux termes

4.2.2 Stratégie longue et stratégie courte

4.2.3 Moins de souveraineté mais plus de contrôle

4.2.4 Points clés

Conclusion

Bibliographie

*

* *

La décision est l'action fondamentale du stratège en tant que commandant en chef. Il fonde ce choix, car toute décision est un choix, sur un socle de données objectives et sur un faisceau d'éléments plus subjectifs.

Plus le socle est épais, mieux la décision sera comprise, appliquée et moins elle risque de déclencher une entreprise hasardeuse.

C'est pourquoi l'appréciation stratégique de situation réunit d'abord soigneusement l'ensemble des faits. Le volet subjectif de cet exercice n'intervient qu'à la fin de l'étude, lorsqu'il s'agit de tirer des conclusions et de les classer par ordre d'importance.

Il reste que la finesse et le talent du stratège s'évaluent plutôt en aval, à l'heure où, de ces données objectives, il faut tirer une ligne de conduite qui intègre l'ensemble des aspects, au premier rang desquels les objectifs fixés par l'autorité politique.

Pendant des siècles, le terrain et ses caractéristiques ont appartenu aux données objectives de situation. L'observation par les voyageurs, plus tard l'organisation de services géographiques et les travaux cartographiques ont permis de profiter du terrain, par l'exploitation d'un avantage du relief, ou au contraire de réduire la portée d'une position défavorable.

L'explosion des modes de transport, dans un premier temps, puis aujourd'hui l'irruption de l'électronique et de l'informatique ont bouleversé ce schéma.

Aujourd'hui, le terrain que le stratège doit considérer est en réalité un espace-temps-information de structure complexe, évolutive, dont les limites et les caractéristiques elles-mêmes ne peuvent être esquissées autrement qu'au cas par cas. Elles n'appartiennent plus à la catégorie des paramètres physiques finis, mesurables. Ce nouvel espace justifie avant chaque opération une étude approfondie, forcément incomplète, qui devra recevoir l'attention du stratège. Par bien des côtés en effet, la complexité et le caractère rébarbatif de l'étude peuvent encourager à en déléguer la réalisation à des experts. Pourtant, c'est dès cette étape que le discernement, l'expérience et l'esprit critique du stratège peuvent s'exercer. Le terrain stratégique a aujourd'hui quitté le champ des données objectives.

Le développement des nouvelles techniques de communication et d'information (NTIC) est certes un phénomène décrit par beaucoup d'auteurs et perçu au moins intuitivement par la plupart des personnes vivant dans les sociétés développées. La maîtrise de l'information, pendant les conflits, inspire de multiples doctrines dont la « révolution dans les affaires militaires » (revolution in military affairs – RMA) est la plus connue. L'espace-temps-information est le terrain de la lutte pour l'obtention de cette maîtrise. Il est loin de se circonscrire aux lieux d'affrontement des belligérants et il mérite à lui seul un examen

attentif. L'objet de cette étude n'est donc pas la guerre de l'information, ailleurs largement commentée, mais plutôt le nouveau terrain stratégique où elle s'inscrit.

Après avoir décrit le processus qui a conduit à la situation actuelle, nous dresserons un rapide état des lieux avant de rechercher les principaux traits de cet espace-temps-information complexe. Il sera alors possible d'examiner les conséquences pour le stratège de ce bouleversement.

1. Le référentiel classique est périmé

1.1 - Les deux révolutions du terrain stratégique

Depuis Sun-Tzi, le général connaissait l'importance du terrain dans la guerre. « Avant de faire stationner vos troupes, sachez dans quelle position sont les ennemis, renseignez-vous sur le terrain et choisissez ce qui vous offre le plus d'avantages. »⁽¹⁾. L'auteur y a consacré son article X.

Par suite, l'exploitation des pentes, des ravins, des rivières, des marais, plus tard l'utilisation des isthmes, des embouchures, des positions insulaires devaient avoir leur place dans les modes d'action sous peine de voir les meilleures armées défaits. L'espace, au long de l'histoire, a toujours été un multiplicateur de puissance.

Cet état de fait n'a pas connu de remise en cause fondamentale tant que les espaces ont gardé leur caractère d'obstacle : vastes étendues terrestres, fluviales et maritimes bien entendu, mais aussi hauteurs parfois infranchissables des montagnes, marais, forêts...

Peu à peu le progrès technologique a offert des moyens susceptibles de relativiser la petitesse de l'homme face à ces dimensions impressionnantes ou à ces obstacles. Mais, après avoir dompté le cheval et osé se lancer sur les flots, il faut constater que l'homme a, des siècles durant, parcouru le monde avec une vitesse et des moyens de franchissement à peu près invariables.

Les choses n'ont changé qu'il y a environ deux cents ans. La capacité à transmettre de l'information autrement que par cheval ou malle-poste, avec le télégraphe Chappe d'abord puis le code morse, les câbles sous-marins et le télégraphe sans fil, a constitué une première révolution. Notons que l'évolution des mentalités n'a pas toujours été parallèle. « La loi de 1837, (« Quiconque transmettra, sans autorisation, des signaux, d'un lieu à un autre, soit à l'aide de machines télégraphiques soit par tout autre moyen, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an... ») a structuré le droit français des télécoms pendant 150 ans » nous rappelle Régis Debray ⁽²⁾.

Mais c'est réellement l'aptitude à se transporter vite et loin, avec le chemin de fer puis l'aviation, qui a introduit une mutation dans la manière de déplacer les troupes et de conduire la guerre. « L'espace aérien déterritorialise la puissance » nous dit Aymeric Chauprade ⁽³⁾. Les conflits du vingtième siècle sont devenus mondiaux et leurs effets destructeurs ont augmenté de manière proportionnelle.

⁽¹⁾ *L'art de la guerre*, article IX

⁽²⁾ *L'Etat séducteur*

⁽³⁾ *Introduction à la géopolitique*

La dilatation de l'espace et la contraction du temps ont été à l'origine de cette stratégie des grands espaces qu'est la géostratégie.

Sans nier la complexité de conduire plusieurs armées sur plusieurs théâtres, éloignés les uns des autres de plusieurs milliers de kilomètres, sans relativiser la performance constituée par les déplacements de troupes d'un point à son antipode, ou peu s'en faut, on peut se demander si cette première rupture technologique n'a pas déjà provoqué une modification de la perception stratégique du terrain : l'aviation et la télégraphie ont eu pour conséquence d'imposer le temps comme facteur indissociable de la dimension spatiale. Dès lors en effet, il est devenu nécessaire de considérer dans toute stratégie plusieurs échelles de temps. Avec l'arme aérienne, stratégies défensives et offensives ont vu peu à peu se multiplier leurs déclinaisons possibles, simultanément, avec des constantes de temps différentes. Ce que l'on a appelé depuis « l'espace-temps » naissait doucement.

Avec l'entrée dans l'âge de l'électronique, de l'informatique et de l'espace, une deuxième mutation intervient, qui amplifie la première.

Le terrain voit sa délimitation classique remise en cause. Réalité physique organisée autour de supports et d'obstacles, sa nature était visible. Ce n'est plus aujourd'hui forcément le cas. L'exploration des mondes sous-marins, de l'espace ou bien encore la découverte de l'infiniment petit ont d'abord révélé des aspects nouveaux, d'un très grand intérêt pour la pensée stratégique. Des extensions du terrain physique, non immédiatement perceptibles, sont ainsi intervenues. Ces progrès scientifiques n'ont été rendus possibles que par l'apprentissage de techniques utilisant les ondes, les radiations puis, comme encore aujourd'hui, par la généralisation de l'électronique et de l'informatique dans la recherche.

Mais les applications de ces disciplines ont simultanément connu un développement très rapide dans le domaine des communications, au point que les nouvelles techniques de l'information connaissent une expansion continue depuis trois décennies.

Grâce à la miniaturisation, à la conquête de l'espace, à l'explosion des moyens de communication, il est possible aujourd'hui d'accéder à un nombre presque illimité d'informations à condition de disposer d'un ordinateur et d'un téléphone. Dans la suite de notre propos, nous utiliserons le terme de **navigateur** pour qualifier la personne ayant un accès régulier aux moyens modernes de communication à distance que sont les médias, le téléphone, l'Internet.

Durant le XX^{ème} siècle, la radiodiffusion puis la télévision avaient fait accéder la quasi-totalité de l'humanité à une certaine connaissance de leur planète. Avec les derniers développements comme Internet, il s'agit d'une faculté bien supérieure. Les navigateurs peuvent dorénavant recevoir, émettre et échanger des informations avec tout autre navigateur mais aussi avec la plupart des institutions ayant pignon sur toile.

1.2 - Espace-temps information et espaces individuels de vie

Au-delà des dimensions sous-marine et spatiale, l'influence de cette évolution sur le terrain du stratège n'apparaît peut-être pas immédiatement. Elle est pourtant bien réelle.

En une génération, les vastes dimensions de l'espace physique, déjà relativisées par l'avion et le télégraphe, ont vu leur importance considérablement réduite par la très grande facilité à échanger avec des interlocuteurs, où qu'ils se trouvent. La multiplication des échanges a permis de développer, à côté des réseaux d'infrastructures, des réseaux de

personnes rassemblées par un intérêt commun : motivations économiques, loisirs, convictions religieuses, affinités politiques, associations de tous ordres,...

La juxtaposition de ces réseaux modifie le monde dans lequel on vit. Le monde physique, cadre normal d'évolution des forces armées mais aussi jusqu'à récemment milieu naturel concentrant l'essentiel des préoccupations des individus, voit apparaître la concurrence désormais sérieuse d'un autre monde, virtuel. Après l'image projetée par les téléviseurs depuis déjà deux générations, c'est désormais le cadre de travail de l'élite, celle qui a accès aux ordinateurs et aux liaisons intercontinentales, qui est de plus en plus en marge du monde réel. Ce qui est vrai pour les relations professionnelles s'applique aussi aux autres types de réseaux. Ils n'ont certes qu'une autonomie relative puisque des passerelles existent entre eux. Mais ils conservent une vie propre. Ils naissent, croissent, voient leurs satellites se multiplier, échanger, disparaître.

Ces réseaux prolongent le monde réel en autant d'espaces-temps-information personnalisés. En effet, le monde physique commun à tout individu trouve une extension virtuelle singulière, bâtie à partir des réseaux auxquels cet individu est abonné. Ces deux dimensions, réelle et virtuelle, définissent un véritable **espace individuel de vie**. Pour Jean-Louis Weissberg, le monde virtuel ne tend pas à subordonner voire à faire disparaître le monde réel. Les deux sont appelés à cohabiter et à solliciter à tout instant les facultés d'adaptation de l'individu. « Il y a lieu de penser l'incroyable flexibilité de notre équipement mental qui nous permet de jouer simultanément plusieurs partitions »⁽¹⁾.

En revanche, il semble nécessaire de souligner la singularité de chaque espace individuel de vie. Même si le nombre de réseaux n'est pas infini, la manière de les combiner entre eux, le volume de temps qui leur est consacré, la façon de les faire interagir avec le monde réel, tous ces dosages constituent réellement une « empreinte spatiale » unique, d'ailleurs susceptible d'évoluer assez sensiblement dans le temps.

1.3 - Le stratège ne peut donc se désintéresser de cette mutation

1.3.1 Raisons stratégiques

Tout d'abord, le stratège appartient lui-même à plusieurs réseaux et sa perception de la question stratégique, qu'il le veuille ou non, est très probablement dépendante de ces réseaux.

De plus, même si la manœuvre des forces armées obéit toujours à des contraintes de terrain, au sens classique, leur action s'appliquera de plus en plus aux constituants ou aux contenus des réseaux. Réseaux militaires, comme les systèmes de commandement, d'observation, de communication ou de navigation, mais aussi réseaux civils de distribution d'énergie, d'argent, d'informations et tous les réseaux internes d'entreprises.

Défendre l'intégrité de ces réseaux apparaîtra de plus en plus important, au point de supporter la comparaison avec la défense des territoires. Dans la définition des intérêts vitaux ou simplement stratégiques, au sens du *Livre Blanc* de 1994, ces réseaux devront, selon les circonstances, être pris en compte au même titre que les voies de communication ou les points clés géographiques.

Les études sur la guerre de l'information mettent en évidence les différents moyens de s'attaquer aux réseaux d'un adversaire comme la façon de protéger les siens. Ces sujets étant en marge du nôtre, il peut simplement être rappelé ici que la vulnérabilité de ces

⁽¹⁾ « *Ralentir la communication* » - Revue Terminal 1995

systèmes croît proportionnellement à leur degré d'intégration et que les plus puissants, les plus sophistiqués des réseaux sont aussi souvent les plus vulnérables.

Le stratège, dans tous les cas, doit les intégrer dans sa réflexion.

1.3.2 Raisons politiques et sociales

Le stratège doit aussi s'intéresser à cette nouvelle dimension parce qu'elle intervient comme facteur politique, particulièrement dans les démocraties.

Les progrès techniques ont permis de concevoir et de conduire des opérations à des milliers de kilomètres des centres de décision. Les appréciations de la zone d'action, depuis déjà bien longtemps, étaient bâties sur des éléments reportés, plus ou moins fidèlement, par des diplomates, des agents de renseignement ou des militaires détachés sur les lieux. La télévision, jouant de l'image, a modifié la façon d'appréhender la situation. De plus en plus, les représentations, les angles de vue des journalistes, supplantent les comptes rendus méthodiques des spécialistes. Aucun procédé n'est certes exempt de distorsion. On ne saurait pourtant comparer la distorsion d'images prises pour faire voir et celle de rapports rédigés pour faire comprendre. En définitive, « La démarche médiatique, fondée sur l'événement créateur et non sur l'événement créé, est en contradiction avec la recherche géopolitique »⁽¹⁾.

Il pourrait être objecté aussi que les gouvernants sont aptes à faire la part des choses. On peut en douter lorsque l'on relie, dans les dernières crises, les principales décisions politiques et militaires et les événements que les télévisions avaient été en mesure de montrer dans les jours ou les semaines précédentes.

Les réactions du citoyen-électeur, des organisations non gouvernementales, des associations, de toutes les forces qualifiées de vives sont généralement davantage fondées sur les représentations qui leur sont données des événements que sur la réalité objective des faits. « On passe ainsi du côté de l'argument d'autorité, en lieu et place de l'argument rationnel, parce que le temps et l'espace de la télévision sont limités, parce que la forme du langage médiatisé est celle de l'interview et qu'il est alors impossible de développer une argumentation. Et parce que, enfin, c'est la logique de la séduction et de la nouveauté qui captent l'attention et entraînent l'adhésion. »⁽²⁾.

Les conflits récents ont apporté plusieurs preuves des interférences que peuvent provoquer certaines images des opérations. Celles du bombardement du marché de Sarajevo, en février 1994, ont été à l'origine de l'ultimatum de l'OTAN qui a permis de dégager la ville. Les images de soldats français, otages et boucliers humains, ont été, en juin 1995, à l'origine de la réaction franco-britannique de créer une force de réaction rapide et d'employer l'artillerie lourde contre les Bosno-Serbes. L'intervention de l'OTAN au Kosovo a-t-elle été fondée sur une analyse objective, que la mission de l'OSCE était en mesure de fournir, ou sur la base des images, quotidiennement projetées, d'exactions et de flots de réfugiés ? Au moment où Slobodan Milosevic a décidé d'entamer les discussions de Kumanovo, un renversement de l'opinion publique française était en train de se produire et il est difficile de dire comment se serait terminée l'opération « Forces alliées » si elle avait duré quelques mois supplémentaires.

⁽¹⁾ *Introduction à la géopolitique* – Aymeric Chauprade

⁽²⁾ Jean Cluzel, *Le Figaro* – 18 novembre 1999

Tout occupé à séduire, l'Etat n'est plus en mesure de faire comprendre. « Il y a chausse-trappe dès que l'agir doit s'aligner sur le sentir, et le sentir sur le voir » écrit Régis Debray⁽¹⁾.

Il est probable que ce cadre, façonné par la télévision et renforcé par les chaînes d'informations continues, évoluera encore avec le développement des réseaux.

Tout d'abord, Internet facilitera l'expression des opinions, les débats d'idées, le travail des associations ainsi que la réalisation de sondages lorsque la représentativité des navigateurs sera considérée comme suffisante. Les réactions en chaîne, lors d'événements sur-médiatisés, sont tout à fait probables. Elles auront certainement une incidence sur les décisions politiques.

Il est possible aussi qu'à moyen terme les extensions virtuelles des espaces individuels de vie prennent de plus en plus d'importance et qu'un nombre croissant de personnes se coupe de la réalité mais aussi de ses représentations photographiques ou télévisuelles. Par méfiance ou par hypocrisie, par égoïsme ou par lâcheté, elles se réfugieront dans un monde virtuel rassurant, taillé sur mesure pour satisfaire leurs goûts et être étanche à toute pollution provenant du monde extérieur.

Quoi qu'il en soit, on peut voir dans Internet une forme de revanche du citoyen sur les médias classiques. Le réseau mondial lui permet en effet d'aller chercher l'information qu'il veut, où il le veut, et de multiplier s'il le souhaite les points de vue. Un accès plus simple à l'information brute, en quelque sorte, mais il n'est pas certain que beaucoup exercent ainsi leur souci d'objectivité. Il existe donc un risque bien réel de voir cohabiter une élite composée de navigateurs capables de dompter le réseau, d'en critiquer les représentations, et un groupe plus important de consommateurs passifs d'aliments virtuels, qu'ils proviennent de la télévision ou des « produits en ligne ».

La variété des réactions possibles compliquera probablement encore un peu plus le travail d'appréciation du stratège et c'est à ce titre que des clés d'interprétation doivent être recherchées.

En résumé, si le terrain, comme lieu de déroulement des opérations, n'a pas été lui-même transformé, l'extension virtuelle du monde physique, à travers les espaces individuels de vie, modifie le champ d'analyse du stratège. Les réseaux sont devenus des points sensibles parce que les sociétés modernes tendent à s'organiser autour d'eux et à en dépendre complètement.

Dans une démocratie, seul régime politique où ces nouvelles techniques de communication et d'échanges parviennent à se développer pleinement, le chef des armées doit aussi, *nolens volens*, tenir compte de la perception par les citoyens de ce qui se passe. C'est dans ce sens, d'ailleurs, que toute opération s'accompagne désormais d'un dispositif et d'un plan de communication intégrés dans l'ensemble du concept d'opérations. Les acteurs, eux, appartiennent à la chaîne de commandement.

Mais les conséquences de l'avènement des nouvelles techniques de l'information et de la communication ne se limitent pas aux frontières de l'Etat du stratège. Elles affectent l'ensemble de notre monde.

⁽¹⁾ *L'Etat séducteur*

2 L'infosphère, portrait d'un monde bouleversé

Le premier des réseaux enserme la sphère terrestre. C'est celui des câbles, des fibres, des antennes et des satellites. Il constitue, au sens propre, une gigantesque toile d'araignée, précieuse, qui résulte de plusieurs décennies d'investissements et de travaux.

C'est lui qui permet aux navigateurs d'atteindre instantanément tout autre pôle du réseau, fut-il à l'autre bout de la terre. C'est cet ensemble bien réel d'infrastructures qui permet à un nombre si important de réseaux virtuels d'exister. Le maillage électronique, transfrontalier et sans cesse en expansion, bouscule par ses applications dans le domaine des échanges le statut classique des Etats et l'organisation des sociétés.

2.1 - L'Etat en question

Les fondements classiques de la hiérarchie sociale et politique ont été modifiés par les NTIC.

Est puissant, connu et reconnu, aujourd'hui, non pas celui qui détient l'information et qui la cache, mais celui qui fournit de l'information, qui s'expose et préserve ainsi sa place sur la scène publique. Il y a un renversement des tendances et le monde du secret, incontestablement, a perdu du terrain.

Qui plus est, l'accès rapide à l'information n'est plus le privilège des puissants. Avec « la mise à niveau des temps de l'information »⁽¹⁾, le gouverné sait en même temps que les gouvernants, voire auparavant. La crainte d'être dépassé par la base justifie alors un peu plus encore le sacrifice des puissants à la médiocratie : écoute en continu de CNN dans les cellules de crise, absence de réflexion continue mais pilotage à coup de communiqués, de messages et de flashes.

Il est vrai que ces quantités importantes d'informations ressemblent fort à ce qu'en électronique on nomme « bruit ». L'information utile, ou « signal », n'est pas toujours perceptible. Par réaction, la technologie se tourne désormais vers ce besoin de ne pas être saturé et de pouvoir choisir ses voies d'approvisionnement et les contenus qui satisferont nos intérêts. Ainsi, l'information à la carte renforce encore un peu plus l'unicité de l'espace individuel de vie déjà décrit. De nouvelles structures se mettent en place, à l'instigation du citoyen. L'Etat se voit dépossédé d'une partie de ses fonctions réputées jusqu'alors régaliennes. Organiser la société, par exemple, est de plus en plus le fait d'associations, de groupes d'influences ou d'initiatives individuelles trouvant une résonance rapide par Internet ou le téléphone. Si l'on y ajoute la généralisation de l'économie de marché, l'organisation spontanée du commerce international et les multiples déclinaisons de la dérégulation – télécommunications, placements financiers – , force est de constater que des organisations transversales se mettent en place et se substituent peu à peu à l'ancienne structure verticale chapeauté par l'Etat. Incapable de réguler le marché, concurrencé par des sociétés privées de protection sociale, il se voit même bousculé dans ses domaines théoriquement exclusifs : développement des sociétés de protection privée, interférences avec les organisations non gouvernementales à l'extérieur du territoire. « Les dynamiques sociales et économiques composent et recomposent des constellations de forces et de représentations symboliques à la fois rivales et enchevêtrées, rebelles à toute catégorie. Il manque l'unité adéquate pour trouver une éventuelle régulation »⁽²⁾.

⁽¹⁾ *L'Etat séducteur* - Régis Debray

⁽²⁾ *Le retournement du monde, sociologie de la scène internationale* – Bertrand Badie et Marie-Claude Smouts

L'autorité de l'Etat s'en trouve discutée. Le citoyen navigateur recherche, dans sa vie quotidienne, de multiples façons d'échapper aux contraintes subsistantes. Il est à craindre que, dans cette disposition d'esprit, il se sente de moins en moins concerné par une politique étrangère lointaine ou par des actions militaires répondant à des motivations complexes, conduites par des soldats professionnels auxquels il ne s'assimile plus. Alors que la société civile est de plus en plus transnationale, pourquoi les Etats tarderaient-ils à résoudre leurs différends et pourquoi recourraient-ils à ces méthodes surannées que sont les actions armées ? Tel peut-être le raisonnement du navigateur désengagé.

Ses références, qui plus est, n'appartiennent plus réellement à l'ordre ancien, établi et immobile mais se trouvent plutôt dans des modèles volatiles, éphémères. La superposition entre le monde de l'immédiat qui est le sien et la société régulatrice héritière de l'histoire dans laquelle il vit aussi n'ira pas sans poser des difficultés.

En revanche, lorsque ses intérêts économiques, ses convictions ou ses croyances sont atteints, directement ou indirectement, sa réaction, spontanée ou en réponse à la sollicitation d'un groupe, peut être brutale et déconcertante pour celui qui en ignore les motivations profondes.

On peut en définitive craindre un recul des valeurs collectives au profit des préoccupations individuelles. Une remise en cause du lien social qui pourrait aller, qui sait, jusqu'à une forme inédite d'anomie.

Une autre caractéristique importante de la société de communication est la diminution de la valeur des constantes de temps dans l'activité humaine. Alors que le monde rural reste capable de conserver un rythme construit sur l'enchaînement des saisons, le navigateur citoyen mais aussi les entreprises, les médias, les associations accordent désormais une place prépondérante au court terme. La possibilité d'accéder à un instant donné à une quantité presque infinie d'informations provoque probablement une incapacité relative à « voir loin ». Pouvoir intégrer successivement toutes ces informations pour élaborer une décision engageant le moyen ou le long terme semble une gageure, d'ailleurs de moins en moins exigée. L'absence de projet, le « pilotage à vue », le « sacrifice du long terme » sont des critiques que cadres, ou représentants syndicaux expriment régulièrement. Sous la pression des médias ou des actionnaires, l'immédiat prend le pas sur la durée. Le sensationnel, les coups de théâtre et les effets d'annonce ont plus d'importance que les analyses et les projets d'ensemble. La dictature de « l'évènementiel », à bien des égards, paraît en marche.

Une menace bien réelle pèse donc sur la cohésion de la société elle-même et sur l'autorité de l'Etat... Cette remise en cause du rôle de l'Etat ne se limite d'ailleurs pas à la scène nationale.

2.2 - La transformation du monde

L'échelle planétaire est le point de vue qui convient pour tenter de comprendre la portée de la révolution des nouvelles techniques d'information et de communication et, singulièrement, l'impact des réseaux.

2.2.1 Des réseaux mondiaux

La toile d'envergure mondiale (www : world wide web) d'Internet est le réseau mondial le plus connu et le plus impressionnant, par l'éventail des développements offerts.

Mais d'autres réseaux à vocation mondiale, devenus incontournables, existent. Citons le Système global de positionnement par satellite (GPS) qui fournit partout dans le monde une position avec quelques mètres de précision. Il est désormais implanté au coeur de très nombreux systèmes, par exemple dans l'aviation civile ou dans les dispositifs intégrés de navigation des navires. Ce système est déjà vital par l'étendue des fonctionnalités qu'il offre et qui ne sauraient exister sans lui . Si l'on ajoute que des systèmes d'armes utilisent ses données, que son horloge sert de synchronisation à d'autres réseaux majeurs comme la distribution de courant électrique ou les télécommunications, on perçoit mieux encore la dimension stratégique de ce réseau. Sans aller jusqu'à envisager l'interruption pure et simple des prestations GPS, hypothèse théoriquement exclue par les accords passés avec les pays alliés des Etats-Unis, on peut imaginer ce qu'il adviendrait si, subitement, ces services devenaient payants...

Le fait que le GPS soit aujourd'hui sans concurrent véritable donne donc à réfléchir et c'est la raison pour laquelle l'Europe s'est engagée en 1999 à développer un dispositif concurrent.

Même en s'en tenant aux réseaux essentiels, on serait incomplet si l'on ne citait les satellites de télécommunications, qu'ils servent à la téléphonie, à la transmission d'images ou de données. Bientôt, les réseaux à très haut débit, formés par des centaines de petits satellites à orbite basse, seront capables de transférer des milliards de bits par seconde, quel que soit le type d'information échantillonnée au départ et reconstituée à l'arrivée. Image, musique, texte ne pourront plus être distingués et ne seront qu'une succession de zéros et de uns circulant dans l'espace à la vitesse de la lumière. On ne soupçonne probablement pas encore toutes les applications cette nouvelle avancée technologique.

La dimension planétaire est bien la mieux adaptée pour appréhender la complexité de ces systèmes et l'ampleur de leurs conséquences. Les réseaux créés mettent en relation des navigateurs pouvant se trouver aux antipodes les uns des autres. Sur ces réseaux mondiaux constitués autour d'un intérêt commun, les hommes d'affaires, les scientifiques, les ingénieurs, les artistes, les associations, les groupes d'amis ont une vie qui leur est propre, réglée par un code spécifique, sorte d'éthique fondée sur un équilibre entre le désir de liberté inspiré par l'échange et les exigences de leurs activités, quelles qu'elles soient. D'une certaine manière coexistent, tout autour de la planète, des mondes différents, séparés les uns des autres par une sorte de mer virtuelle sur laquelle le navigateur sait s'orienter. Lui seul peut passer d'une terre à l'autre. On peut finalement dire, en prolongeant l'analyse de l'amiral Labouërie⁽¹⁾ que notre monde physique, familles, Etats, organisations internationales, a aujourd'hui éclaté, physiquement ou socialement, en de multiples organismes qui sont autant d'îliens, maillés entre eux grâce aux télécommunications modernes, ou au contraire supportant l'isolement de leur inaptitude à s'adapter aux nouvelles structures.

⁽¹⁾ *La planète archipel* – bulletin d'études de la marine, juillet 1999

2.2.2 De nouvelles menaces

Ces maillages s'affranchissent de la frontière des Etats et rendent chaque jour les corpus législatifs un peu plus inadaptés. Les circuits financiers peuvent transférer en quelques dixièmes de seconde des quantités importantes d'argent d'un compte à l'autre et annuler ce mouvement par un transfert inverse dans la minute qui suit. Dans ces conditions, l'origine des sommes, l'identité de leurs destinataires, la réalité même de ces opérations échappent facilement à tout contrôle. Les délits financiers sont aujourd'hui plus faciles à commettre, plus faciles à dissimuler aussi. De manière plus générale, fax, téléphones mobiles, réseaux Internet, rendent possibles des trafics en tout genre, qu'il s'agisse de criminalité économique, de détournement ou de blanchiment d'argent, mais aussi de transferts de technologies, de renseignements ...ou de piratage informatique. Avec leur lourdeur administrative et la lenteur des procédures internationales, les Etats et les organisations internationales ne parviennent plus à contrôler le développement de cette criminalité. Leurs tentatives sont vaines, lorsqu'elles existent. Il semble bien que les 38000 personnes de la National Security Agency (NSA) ne suffisent pas à faire face au volume de communications interceptées et que des priorités doivent être définies pour éviter la saturation des circuits d'analyse et de décision.

A plusieurs reprises, ces états de fait ont été dénoncés. L'appel de Genève, par des magistrats d'Europe, a ainsi réclamé une coopération judiciaire plus rapide et plus facile entre Etats. Au sommet de Seattle, de nombreuses associations ont aussi dénoncé les conséquences d'une dérégulation tous azimuts...en jouant largement d'Internet, du téléphone portable et des médias pour accroître l'impact de leur argumentation !

Mais la communauté humaine est-elle bien à même de discerner ces menaces latentes ?

On peut en effet s'interroger sur sa réelle capacité à mettre en perspective les événements, à déceler les constantes, et sur l'aptitude générale à exercer un réel esprit critique. Avec le lien commun télévisuel et la disparition du long terme, placer les événements dans leur contexte est chaque jour plus difficile. Le résultat, à l'échelle mondiale, est que la convergence des positions est obtenue sur des « images choc » plutôt que sur des raisonnements concordants. La toute puissance de l'instantané, qui inhibe les divergences de points de vue, se conjugue à la toute puissance du média télévision. Le monde ne vaut plus pour ce qu'il est, mais pour ce qu'on en montre.

En définitive, l'infosphère apparaît comme une nébuleuse où les réseaux sont autant de mondes cohabitants, de plus en plus enchevêtrés les uns aux autres au fur et à mesure que les nouvelles technologies progressent. Par leur taille et leurs flux, ces réseaux sont parfois à même de concurrencer le pouvoir des Etats.

Le monde se trouve donc modifié, comme rétréci par les nouvelles techniques de transport de l'homme et de l'information, mais il se trouve aussi bouleversé dans ses structures classiques. C'est pourquoi le stratège ne peut considérer les objectifs que le politique lui donne à atteindre sans avoir tenté de les replacer dans l'espace-temps-information où nous vivons. Il est donc essentiel d'essayer de caractériser ce nouveau référentiel.

3 L'espace-temps-information, caractéristiques et interactions

3.1 - Composantes de l'espace-temps-information

3.1.1 Le terrain, espace physique au sens classique

Les trois dimensions classiques du terrain, espace physique, demeurent tout à fait présentes et essentielles. « ...des positions, des données géographiques peuvent dans certains cas rendre impossible toute action » disait Castex il y a soixante dix ans⁽¹⁾. Ceci demeure vrai aujourd'hui encore, même si les perfectionnements techniques réduisent le champ de l'impossible. Il n'est pas facile de trouver exemple récent d'une action militaire rendue irréalisable par le seul fait d'un facteur géographique. On peut cependant montrer à travers les opérations contre l'Irak en 1991 puis contre le Kosovo en 1999 combien, dans le deuxième cas, la nature du terrain a gêné l'action des alliés.

Les dernières décennies ont surtout renforcé l'importance de la **troisième dimension**

Vers le haut, l'altitude est synonyme d'invulnérabilité, plus ou moins absolue. Les opérations aériennes évitent de placer les troupes au contact direct des foyers de tension. La guerre du Kosovo a relancé l'ancien débat sur la possibilité d'amener un adversaire à résipiscence par le seul fait de l'arme aérienne. Il n'est pas tranché. Warden montre que la campagne aérienne présente l'intérêt de pouvoir toucher les « cercles intérieurs » du système stratégique que constitue l'ennemi : capacité décisionnelle, organes vitaux et infrastructures, c'est-à-dire une large part des réseaux de l'adversaire.

Plus haut encore, l'espace orbital apparaît comme un domaine de liberté et d'impunité. La notion de souveraineté y est pratiquement inconnue. En outre, l'intégrité des Etats peut être violée en toute impunité à partir de ces altitudes. Malgré le droit théorique d'accès prioritaire d'un pays aux données le concernant, le recueil spatial d'informations ne connaît pas d'autres limitations réelles que les restrictions technologiques et météorologiques.

Les armes y sont, au moins officiellement, absentes. Le volume dans lequel des satellites ou des vaisseaux peuvent théoriquement être déployés est deux cents fois supérieur à l'espace occupé par notre seule planète.

Pourtant, de la même façon que l'aviation reste vulnérable, y compris à haute altitude, l'espace présente plusieurs limitations. Tout d'abord, les orbites intéressantes pour les différentes fonctions spatiales sont comprises dans des tranches réduites. Un encombrement de ces couches est prévisible d'ici quelques années, aggravé par le fait que les vieux satellites, inutilisés, continuent souvent d'occuper leur orbite. Par ailleurs, la répartition des fréquences de contrôle des satellites et de transmission des données commence à présenter d'importantes difficultés. Depuis deux ans, une taxation est imposée, symbolique pour l'instant au regard des autres investissements, mais déjà suffisante pour limiter les réservations abusives de fréquences.

L'espace mérite-t-il donc, comme le soutiennent les Américains, une approche globale et un commandement spécifique, ou ne doit-il être qu'un pourvoyeur de fonctionnalités complémentaires d'autres moyens ? Le ministère de la Défense nationale, en France, suit la deuxième option.

L'espace n'en demeure pas moins un multiplicateur des possibilités d'échange, un domaine où règne encore une grande liberté. Par bien des aspects, il présente les mêmes

⁽¹⁾ *Théories stratégiques*, tome III in *Mélanges stratégiques*, Académie de marine, 1976

caractéristiques que les étendues maritimes, lieux de communication appartenant à tout le monde, car *res nullius*, mais appartenant dans les faits à celui qui est en mesure de l'occuper. Enfin, la maîtrise de l'espace, comme celle de la mer, permet de réduire la souveraineté et la liberté d'action des autres Etats.

La troisième dimension comporte aussi une orientation vers le bas, maritime, qui, depuis l'invention des sous-marins et la maîtrise de la propulsion nucléaire, a élargi considérablement les termes des affrontements sur notre planète. Il faut rappeler que l'atteinte des grandes profondeurs reste une entreprise scientifique aussi complexe que la conquête de l'espace lointain. Et que la relative invulnérabilité offerte par les abysses n'est pas limitée par quelque interdiction que ce soit, en particulier celle d'y placer des armes de destruction massive. Toutefois, l'imperméabilité presque parfaite du milieu sous-marin aux ondes électromagnétiques et à la lumière le rend peu propice au développement d'activités humaines permanentes. Il constitue plutôt un réservoir de richesses halieutiques, un domaine de recherche scientifique, de déploiement de câbles sous-marins et de transport de matières énergétiques. Enfin, il abrite les principaux porteurs de l'arme nucléaire.

Lieu de l'essentiel des activités humaines, la **surface terrestre** mérite aussi un examen afin de déceler comment les derniers développements des activités humaines ont pu en modifier, sinon l'apparence, du moins l'organisation.

Le territoire demeure un enjeu majeur dans la politique des Etats. Il n'est qu'à rappeler les guerres civiles, les revendications indépendantistes, la lenteur avec laquelle les irrédentismes se dissolvent pour mesurer l'importance du fait territorial. François Thual l'a récemment démontré dans *Le désir de territoire*.

Pourtant, le développement d'une économie fondée sur les nouvelles technologies et sur l'échange de services a réduit l'importance du territoire. De petits Etats se révèlent souvent beaucoup plus performants, sur le plan économique, que les grands. La concentration des services et de la matière grise permettent des synergies susceptibles de compenser largement l'infériorité de la main d'œuvre ou des matières premières. Singapour, Hong-Kong et Taiwan démontrent un dynamisme et une faculté d'adaptation aux nouvelles technologies que beaucoup de grands pays pourraient envier. Cet aspect n'est pas inédit mais il a trouvé avec les nouvelles technologies et l'évolution de l'économie moderne une importance jamais atteinte auparavant.

Ajoutons que l'étendue reste toujours aussi difficile à contrôler. « La surface, dès qu'elle doit être tenue, est un facteur d'enlisement et de consommation des forces » disait Castex⁽¹⁾. Leur surveillance profite des capacités des systèmes orbitaux. Aucun pays néanmoins ne possède la panoplie complète – observation optique, infrarouge mais aussi radar, plus des systèmes de détection de mobiles – pour tout savoir, à tout instant. Pouvoir agir et peser en permanence sur de grandes étendues reste encore hors de portée et la supériorité terrestre, maritime ou aérienne, ne s'entend généralement que dans des limitations de temps et de lieu bien définies.

L'éloignement demeure une réalité bien concrète dans la réflexion stratégique. Il reste aujourd'hui difficile de projeter instantanément à l'autre extrémité de la planète des capacités militaires significatives. La Russie et les Etats-Unis sont les deux seuls pays à disposer de moyens aériens militaires permettant de transporter en nombre des troupes à

⁽¹⁾ *Théories stratégiques*, tome III in *Mélanges stratégiques*, Académie de marine, 1976

plusieurs milliers de kilomètres. Le concept de pré-positionnement reste largement motivé par ces difficultés.

La **nature** du terrain n'est généralement plus un obstacle rédhibitoire. Cependant, la haute montagne demeure un lieu d'accès difficile, réservé aux troupes spécialisées et aux actions aériennes. Sa désertification facilite de telles opérations. Forêts et marais restent aussi des natures de sol contraignantes.

A la géographie physique, il faut ajouter la **géographie humaine** qui devient souvent prépondérante. Le désert, obstacle majeur il y a un siècle parce que vide, immense et peu accueillant, est aujourd'hui un terrain d'action idéal pour de nombreuses opérations. Ce n'est plus le cas d'une province peuplée, dans laquelle l'adversaire trouve refuge non seulement sous le couvert de la végétation mais aussi dans les zones habitées.

Désormais, les droits de l'homme sont au centre des préoccupations des démocraties, en particulier pendant les crises. Un peuple n'est jamais considéré comme l'ennemi et c'est à ses dirigeants, responsables politiques et militaires, qu'est attribuée la responsabilité des actes. Cette mise en avant des droits de l'homme, récente et qui a, en Somalie, au Rwanda ou en ex-Yougoslavie, bousculé le principe de souveraineté des Etats, peut parfois légitimer les actions militaires des démocraties. Mais c'est aussi une vulnérabilité parce qu'elle les prive des modes d'action à risques collatéraux. Les démocraties ont tenté de compenser, par des perfectionnements technologiques, la portée de cette restriction. On a vu, lors des derniers conflits, tomber les missiles de croisière au centre des agglomérations sans que cela ne heurte des opinions convaincues – sans doute à tort – de la totale fiabilité de ces armes à très grande précision : plutôt que l'obus de mortier, le missile de croisière !

Il reste que l'implantation humaine conserve, malgré la sophistication des systèmes d'armes, une importance majeure dans l'étude du terrain.

3.1.2 - Le facteur temps

Aujourd'hui, les actions élémentaires qui composent la vie quotidienne sont réalisables dans des délais insoupçonnables il y a trois générations : se déplacer, commander un billet de train, obtenir une information, transmettre un document... Alors que l'homme conçoit toujours ses projets personnels avec quelques mois, voire quelques années d'avance (carrière, vacances, choix familiaux), il est invité chaque jour à enchaîner des actions de durées très variables. L'espace individuel de vie peut juxtaposer par exemple des périodes d'écoute de journaux radiodiffusés où plusieurs informations seront entendues et enregistrées en quelques secondes et des réunions de prise de décision de plusieurs heures. La plupart des cadres commencent désormais leur journée par « vider » leur file d'attente de messages. Un déplacement en voiture pour se rendre à une réunion peut, en revanche, durer plus d'une heure ! Il est donc demandé constamment au navigateur de basculer sans délai d'une action à une autre, réclamant chacune une modification de son rythme de travail. Comment les analyses et les décisions suivent-elles ce perpétuel ajustement de tempo ? Il est permis d'émettre quelques doutes sur leur qualité. Or, si les conséquences des multiples actions élémentaires ne sont généralement pas irréversibles, il n'en est pas de même des décisions de fond. Un risque réel existe de voir un appauvrissement de la réflexion et une perte d'efficacité globale provoqués par l'échantillonnage de la journée du navigateur industriel.

Pour prendre mieux conscience de la variété des temps, le tableau joint réunit quelques-unes des actions humaines courantes et les ordres de grandeur de la durée moyenne qu'elles requièrent.

Unité de temps	Actions élémentaires
millième de seconde	Mesurer, synchroniser
seconde	Se connecter, savoir, voir, lire, dire, écouter
minute	Agir, écrire
heure	Comprendre, décider, se déplacer, se réunir, déjeuner
jour	Paraître, être
mois	Croître, devenir, progresser, se souvenir

Désormais, **l'immédiat**, c'est-à-dire tout ce qui est accessible en quelques secondes, occupe donc une place prépondérante dans le quotidien. Les microprocesseurs ont permis « à la transmission du signal et au calcul de converger vers la même vitesse absolue »⁽¹⁾. Dimension majeure du volet virtuel de l'espace individuel de vie, le temps immédiat est en décalage sensible avec les constantes classiques du monde réel. Résoudre, à travers toutes les actions individuelles quotidiennes, la contradiction entre ces deux mondes animés par des rythmes si dissemblables constitue un des défis du navigateur.

La société de communication, elle, fait spontanément converger ses modes de fonctionnement vers l'immédiat. Elle accroît les sollicitations sensorielles dont la durée se compte en secondes. L'impact d'un missile sur sa cible, l'accident pris sur le vif, le but du footballeur qui fait se lever le stade, voici des images idéales. Concis et précis, les messages diffusés au travers à la télévision ou à la radio ne doivent pas dépasser quinze secondes. Si réellement on souhaite expliquer un événement – mais il ne faut point trop répéter ces velléités parce que le téléspectateur ou l'auditeur se lasse – un reportage ou un commentaire de deux minutes au grand maximum peut être concédé. Aucun domaine n'échappe à cette règle. Pour Régis Debray, « La vitesse de transmission sacrifie, à terme, le temps long au bref, le complexe au simple et le stratégique au tactique. Résultat : militaire, humanitaire, financière ou chirurgicale, aérienne ou terrestre, la bonne opération sera intense mais courte (raid, frappe, flash, coup) »⁽²⁾.

La **durée** d'un événement n'a généralement pas un impact direct sur la façon dont le citoyen va réagir. L'enlèvement, un terme que l'on croirait inventé par le journaliste pour dire la difficulté à commenter des images identiques soir après soir, a plutôt l'effet de lasser le téléspectateur. Mais la prolongation d'un conflit et l'escalade aux extrêmes qu'il peut susciter ont souvent pour conséquence de faire intervenir un événement qui déclenchera une réaction d'indignation tardive de l'opinion et, partant, pourra influencer le pouvoir politique. La durée est donc pour le stratège un paramètre essentiel qu'il doit prendre en compte dans les travaux de planification et, naturellement, lorsqu'il conduit des opérations. Cet effort sera de moins en moins naturel parce que tout, aujourd'hui, s'organise autour de l'immédiat.

Le résultat est un raccourcissement de la perspective. Quand on parle de court terme, on trouve déjà cela bien loin. Il est de moins en moins question du moyen ou du long terme qui ont, à bien des égards, une connotation paradoxale d'archaïsme. Ce qui vaut dans la société civile s'applique aussi à nos institutions. On observe d'ailleurs «...le raccourcissement

⁽¹⁾ interview de Paul Virilio, revue Terminal 1993

⁽²⁾ *L'Etat séducteur*

des organes administratifs du long terme (Centre d'analyse et de prévision, Commissariat général au Plan, etc.) et la multiplication des outils *ad hoc* du court terme (cellules de crise, task force, groupes de travail, etc.) »⁽¹⁾. En l'absence de projet à long terme, il devient difficile de définir des objectifs intermédiaires cohérents pour jalonner le chemin. L'absence d'objectifs politiques dans les conflits conduira pareillement à rendre toute stratégie vaine.

Enfin, on ne saurait clore ce rapide survol du facteur temps sans évoquer les conséquences de ces bouleversements sur la **mémoire**. Elle est entendue ici comme la faculté de se souvenir, mais aussi comme le résultat de cet exercice.

Aujourd'hui pourtant, la mémoire, c'est plutôt un composant d'ordinateurs qui se décline sous des qualificatifs obscurs : vive, morte, à accès aléatoire. Elle n'est plus, sous son acception classique, un terme à utiliser trop souvent parce que synonyme de conservatisme, d'inaptitude au changement. Tout au plus est-elle associée périodiquement, et avec un sens sacré, à un autre orphelin de notre vocabulaire : Le « devoir de mémoire » impose alors le respect. La culture d'entreprise a remplacé la mémoire de l'entreprise. C'est sans doute plus productif et plus fédérateur. Pourtant, il semble qu'à bien des égards les entreprises humaines éviteraient des erreurs si elles gardaient la trace de leurs échecs antérieurs et si elles ne déclassaient pas trop vite les personnes qui abordent « l'automne de leur vie ».

Pour le stratège, dans sa formation mais aussi dans celle de ses subordonnés et des chefs politiques qui sont ses interlocuteurs, l'aptitude à pouvoir se référer à l'histoire et aux grandes constantes géopolitiques est cruciale. Elle forme le discernement, elle évite des erreurs majeures. Elle devrait donc être soigneusement entretenue. Il faut interpréter comme une entreprise louable les travaux de l'UNESCO pour constituer une somme universelle du savoir. D'ailleurs, les réseaux informatiques recèlent des options techniques qui facilitent l'organisation de la mémoire, pour une entreprise, une administration, voire un foyer. N'a-t-on pas dit d'Internet qu'il offrirait la possibilité de faire se rencontrer l'ensemble du savoir universel, de manière interactive, réalisant le vieux rêve des encyclopédistes ? Il convient en réalité de rester prudent vis-à-vis de cette approche, relevant d'un idéalisme louable mais quelque peu réducteur aussi, d'autant que les considérations de libre-échange et de générosité trouvent dans la réalité des obstacles tels que la propriété intellectuelle ou la menace de services en ligne payants.

La dimension temporelle de l'espace individuel de vie ne constitue donc pas une composante figée. Au gré des heures de la journée, elle élargit ou restreint la perspective d'analyse et le domaine d'intérêt de son propriétaire. Le seul paramètre stable est que le temps, long ou court, reste une denrée en quantité insuffisante. Même échantillonné, divisé, optimisé, on n'en a jamais assez. « Je n'ai plus le temps de lire » est une confession courante. Merci, donc, d'avoir pris celui d'arriver jusqu'ici...

3.1.3 L'information

Pour simplifier, l'information peut être considérée comme un élément de connaissance. Même si cette **définition** est trop restrictive par certains aspects, elle présente l'utilité d'être un point de référence pour toutes les interprétations qui en seront faites par la suite.

A son niveau le plus élémentaire, cette connaissance est réduite à un « un » ou à un « zéro ». Là résident le paradoxe et le miracle de l'information. Le signifiant, divisé,

⁽¹⁾ *L'Etat séducteur* – Régis Debray

échantillonné, réduit à sa plus simple expression n'a plus apparemment aucune signification et se présente alors sous une forme classique de matérialisation de tous les antagonismes fondamentaux, le « zéro » et le « un », pour être et ne pas être, blanc et noir, positif et négatif, Yin et Yang. En somme, réduite à sa taille la plus élémentaire, l'information est l'équation fondamentale, celle dont tout découle.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que dorénavant tout savoir, toute connaissance et une large part des excitations sensorielles puissent être réduites en une succession de zéros et de uns !

On le voit, la définition de l'information apporte déjà une ouverture possible sur des domaines très vastes, tellement vastes que bien souvent le navigateur s'y perd.

Aussi, dans l'afflux d'informations, recherche-t-il d'abord la réponse à ses besoins. Parfois, « une » information devient « l'information », c'est-à-dire le renseignement dont le navigateur a besoin. « Le renseignement, c'est l'information utile » disait l'amiral Lacoste.

La **valeur** de l'information dépend donc étroitement du lieu, du moment et de son destinataire. Dans une société où la place prise par l'information va croissante, la question du sens, de l'utilité de l'information n'est pas vaine, en particulier dans le domaine militaire. Ainsi, une des objections que l'on peut poser devant la crainte d'une éventuelle domination du fait informatique est précisément le décalage croissant entre le nombre d'informations susceptibles d'être recueillies, transmises et l'aptitude, en fin de chaîne, de l'homme à assimiler ces informations. Dans le flot, malgré les algorithmes, malgré les systèmes de filtrage et de présentation, l'information utile ne sera pas toujours extraite sans difficulté. « Si l'information n'est pas toujours savoir, c'est encore moins souvent de la sagesse »⁽¹⁾. C'est, par exemple, ce qui doit rester présent à l'esprit lorsque l'on analyse les développements de la révolution dans les affaires militaires.

Le travail de séduction des médias consiste précisément à faire croire au maximum de monde qu'une information qui leur est présentée répond à l'un de leurs besoins. Dans ce registre, on sait toute l'efficacité de **l'image**. Assimilable en une seconde à peine, elle est compréhensible par tous parce qu'elle repose sur un langage universel. « le visuel parle toutes les langues parce qu'il n'en parle aucune »⁽²⁾. Elle crée facilement le besoin d'information par la dépendance qu'elle obtient.

Mais en y regardant de plus près, on peut se poser la question de savoir d'abord si une image est bien une information et ensuite si elle peut constituer une information utile et fiable.

On ne peut nier longtemps que l'image comporte une part de connaissance. Elle est une représentation qui apporte à l'observateur une information sur son objet. Elle peut même, dans certains cas, comporter un message, c'est-à-dire une suite ordonnée d'informations. Ainsi des affiches publicitaires. On a vu apparaître en 1999 les premiers placards ne comportant pas le moindre mot. L'image suffisait alors à susciter l'idée de la marque en ranimant les images publicitaires imprimées antérieurement dans l'inconscient du consommateur.

L'utilité de l'information photographique, au sens large, est déjà plus discutable. Il ne fait aucun doute qu'on pourrait s'en passer. Aucune théorie, aucun compte rendu ne nécessite de manière absolue d'être illustré. Lorsque le journal « Le Monde » ajoute les premières photographies à ses pages couvertes uniformément de caractères d'imprimerie, ce n'est pas par défaut de précision mais à des fins commerciales. Le succès des journaux télévisés réside surtout dans le plaisir qu'il y a à voir l'actualité à travers des reportages

⁽¹⁾ Thérèse Delpech – conférence au CID, 4 février 2000

⁽²⁾ *L'Etat séducteur* – Régis Debray

filmés. L'information visuelle sollicite peu l'intellect et frappe les sens. A ce titre, on peut lui accorder une certaine utilité, dont on a déjà vu les conséquences insidieuses.

La fiabilité de l'image, enfin, mérite d'être largement discutée. Il n'est rien de plus facile que de tromper le spectateur avec une image. D'un objet, une photographie ou un film donne une représentation, « un indice » dirait Régis Debray. Les exemples sont nombreux des manipulations, graves ou bénignes, orchestrées autour de mises en scènes – Timisoara en est un exemple fameux-. Dans ce registre, les perfectionnements rendus possible par la numérisation de l'image paraissent sans limites. Les effets spéciaux cinématographiques nous apprennent, d'une certaine manière, à prendre conscience de la valeur relative des images en tant qu'informations.

Si l'image domine aujourd'hui parmi les vecteurs de communication, c'est-à-dire comme mode d'échange d'information, sa victoire n'est pas définitive ni complète. Tout d'abord, comme on l'a vu, elle n'a aucun caractère de nécessité, à la différence de l'écrit ou, dans une moindre mesure, de la parole. L'expression des idées, des sentiments, la publication des décisions sont autant d'actes qui imposent d'avoir recours à ces derniers modes. L'arrivée d'ordinateurs dans de nombreux foyers, dans la plupart des bureaux et leur intégration en réseaux ont réhabilité **l'écrit** comme support de communication, y compris désormais pour des discussions banales. On convoque ses collaborateurs ou on pose une question par message électronique. Les télécopies, les transferts de fichiers remplacent les réunions ou les coups de téléphone. Mais, revers de la médaille, l'accumulation d'écrits et la facilité d'en produire en grande quantité, au moindre prétexte, masquent l'information utile dans un flot de répétitions, de formules convenues ou de banalités sans intérêt. L'écrit, en se banalisant, a perdu son caractère noble et, surtout, une part de son efficacité.

La **parole** demeure, elle, le principal support d'information et le moyen privilégié d'échanger au sein du monde physique. Elle aussi a ses réseaux et on ne saurait négliger l'expansion vertigineuse du téléphone portable. En pouvant, de pratiquement partout, contacter à peu près qui que ce soit, le navigateur dispose avec cette innovation technologique d'un important multiplicateur d'efficacité. L'interconnexion avec les réseaux informatiques et l'arrivée des systèmes à commande vocale vont augmenter encore les possibilités, estompant un peu plus les frontières entre monde physique et mondes virtuels.

Mais la véritable révolution dans les techniques d'échanges de l'information est venue de l'apparition des **réseaux**, ensembles de terminaux et de liaisons permanentes aptes à recueillir, transmettre et restituer des informations. La numérisation de l'information et les progrès réalisés dans la technologie des canaux de transfert, d'une part, et les capacités de calcul des contrôleurs de réseau et des terminaux, d'autre part, sont à l'origine de l'explosion des services offerts : communication, télétravail, recherche, commerce, loisirs, défense, ... tous les secteurs en réalité profitent de leurs potentialités.

Cependant, toutes ces potentialités ne seraient rien si, en bout de ligne, ne se trouvait une capacité à utiliser ces informations, en particulier à les traduire en action. Cette expansion du rôle de l'information est indissociable d'un développement correspondant de la faculté à raisonner. Devant l'inflation des flux de données, malgré les aides nombreuses qui facilitent le tri et l'identification de l'information utile, c'est bien de **matière grise** que l'on a besoin pour parvenir à naviguer sur les réseaux et atteindre ses objectifs.

L'intelligence trouve avec les réseaux un pouvoir d'agir auparavant inexistant. La vraie révolution de l'information est là : recueillie, mise en forme et diffusée par des journalistes, celle-ci était assimilée plus ou moins passivement par ses destinataires. Aujourd'hui, les professionnels de l'information sont de plus en plus dépossédés de celle-ci. Les plus astucieux des navigateurs ont sélectionné leurs canaux, mis en concurrence les pourvoyeurs de données, trié, et finalement choisi, pour un temps au moins, leur propre réseau. Les séduire, les raccrocher sont des objectifs de marketing classique des sociétés de communications, jusqu'aux fournisseurs d'informations sur Internet. L'image est une arme, mais les services disponibles en sont une autre, plus efficace sans doute vis-à-vis des navigateurs indépendants.

3.2 - Interactions

Les relations entre distance et temps sont classiques. Le rétrécissement du monde a été progressivement appréhendé et commenté tout au long du XX^{ème} siècle. Dorénavant, on transporte autour de la terre les hommes en quelques heures et les informations en quelques fractions de seconde.

Il paraît plus intéressant de s'attacher aux interactions des dimensions spatiales et temporelles avec la troisième composante de notre référentiel : l'information.

3.2.1 Influences réciproques de l'espace et de l'information

L'influence qu'a la révolution des techniques de l'information sur l'espace est à la fois concrète et abstraite.

Tout d'abord, l'information et les réseaux ont contribué à modifier structurellement le paysage urbain des pays développés. Pour Jean Viard, avant l'ère postindustrielle, trois principes d'organisation du territoire prévalaient. Le peuplement s'est fait successivement en fonction du sol, puis du sous-sol, et enfin selon l'endroit où l'Etat créait de l'emploi public. « Aujourd'hui, ces trois logiques reculent. C'est l'intensité de la matière grise concentrée en ville qui compte »⁽¹⁾. Ceci prouve que la dimension virtuelle des espaces individuels de vie n'offre pas des possibilités telles qu'on puisse s'affranchir de la concentration physique de matière grise. Si l'activité économique peut décentraliser certaines tâches, à travers le télétravail par exemple, il reste que l'efficacité nécessite une masse critique de compétences, de capacités de calcul et de dialogue qui impose l'existence de « pôles d'excellence »⁽²⁾. Il faut y voir un phénomène rassurant d'équilibre entre les réseaux virtuels et les réseaux physiques de distribution des services. Le monde totalement virtuel n'est pas pour demain !

Cette évolution est particulièrement visible avec les cités Etats d'Asie. Alors que la situation insulaire ou quasi-insulaire de Taiwan, Singapour et auparavant Hong-Kong pourrait apparaître comme un handicap, alors que la faible superficie de ces Etats pourrait les pénaliser, force est de constater qu'ils tirent en réalité avantage de leur situation. Intégrés à un réseau maritime dense, tirant leurs richesses des industries de transformation et des sociétés de service, ces villes ont transformé leur faiblesse initiale en un remarquable atout. Ce processus reproduit d'une certaine manière ceux qui, quelques siècles auparavant, ont fait la prospérité de la Grande-Bretagne ou des Provinces-Unies.

⁽¹⁾ Le nouvel observateur, octobre 1999

⁽²⁾ ibid

Il serait néanmoins exagéré de prétendre que la révolution des technologies de l'information a, en ce qui concerne ces villes-Etats, façonné leur développement. Mais on peut néanmoins constater que l'originalité de leur situation en a favorisé les expressions et qu'ils en ont tiré le meilleur profit. L'amiral Labouërie montre comment l'émergence de ces pôles d'excellence, à l'échelle mondiale, crée presque physiquement une « planète-archipel »⁽¹⁾. On a vu que la métaphore trouvait d'autres justifications conceptuelles.

D'une manière plus générale, on observe une modification des entités territoriales classiques. Avec les réseaux hertziens qui ne connaissent pas les frontières, avec les concentrations d'intelligences qui peuvent parfaitement rapprocher des villes de pays différents, on assiste, en France par exemple, à une remise en cause de l'organisation administrative napoléonienne. Le débat sur les pays et les régions est aussi une conséquence de cette évolution.

En revanche, une conséquence néfaste est le risque d'aggraver à terme le décalage de développement entre les pays. A l'intérieur comme à l'extérieur des pays développés, la révolution de l'information ne bénéficie pas à tous de manière uniforme. A la différence des progrès techniques précédents dont, à des degrés certes divers, l'ensemble de l'humanité a profité, la nouvelle rupture est inégalitaire.

Elle l'est d'abord en raison de l'accès limité des peuples à ces technologies. Si l'immense majorité de l'humanité regarde régulièrement une émission de télévision, une infime minorité est en mesure d'utiliser aisément un ordinateur portable et un téléphone. Rappelons qu'un homme sur dix seulement a un accès facile à une ligne téléphonique...

Cette mutation est aussi inégalitaire parce qu'elle accroît les disparités entre les niveaux d'instruction. Ce qui est déjà vrai au sein d'un pays riche et développé trouve une dimension encore plus criante lorsque l'on considère les moins avancés : le progrès agit ici comme un facteur discriminant, augmentant le retard des moins bien dotés.

L'information agit également **de manière virtuelle** sur les distances. La possibilité de savoir tout très vite raccourcit le monde. L'appel à la sensibilité des téléspectateurs par des images dures fait oublier les distances. Lorsqu'il faut agir au Timor, après être intervenu au Kosovo, les images ont dans les deux cas leur part de responsabilité. Elles font aussi oublier le critère de faisabilité. Universelle, l'image sollicite de manière identique l'ensemble des citoyens des pays développés. Il y a dès lors une possibilité d'unanimité des opinions et, partant, une voie de consensus entre leurs gouvernants. L'information visuelle, par conséquent, tend à gommer les distances. Ce constat est pour le moins inquiétant. Ce que Jean Baudrillard nomme le « pathos de la distance »⁽²⁾, en disparaissant, modifie pour le moins les conditions de l'analyse, du jugement et de la décision.

Dans d'autres circonstances, toutefois, l'éloignement demeure un paramètre pris en compte dans les réactions des téléspectateurs. Dans le jargon journalistique l'expression de « kilomètre-mort » nous rappelle que, livrées brutes, des nouvelles de catastrophe peuvent ne pas ébranler les bonnes consciences. Il en est cependant différemment si une équipe de reporters s'est rendue sur place et a rapporté des images dramatiques, diffusées plusieurs soirs de suite pour rentabiliser les billets d'avion des journalistes. Le Bangladesh recevrait sans doute plus de la communauté internationale si, lors des déluges ou des raz-de-marée qui le recouvrent, des journalistes couvraient réellement l'événement, sans se limiter à de brèves images prises d'hélicoptère.

⁽¹⁾ *La planète archipel* – bulletin d'études de la marine, juillet 1999

⁽²⁾ *Ecran total* – Libération, mai 1996

Il est une autre influence entre information et distance. Elle se développe dans la relation de l'homme avec son ordinateur, interface entre le monde réel et le monde virtuel. D'une certaine manière, la pratique de la navigation, avec la rapidité de l'accès aux données, l'enchaînement des interrogations et des réponses ainsi que le codage et le décodage des informations finissent par ôter tout but, toute fin à la relation. Peu à peu, l'homme devient machine, ne considère plus les choses que comme des représentations. L'autre et le moi peuvent, dans certains cas paroxystiques, être considérés comme des objets parmi d'autres. Une sorte de barrière virtuelle coupe alors le sujet du monde qui l'entoure et tout, alors, devient virtuel. Dans les circonstances exceptionnelles où les deux dimensions de l'espace individuel de vie se confondent, la vie privée peut même se trouver mise en scène sur le domaine virtuel public, avec un sentiment d'impunité totale. On en voit des exemples à travers certaines applications des caméras branchées sur Internet par exemple. Même si la motivation peut être tout autre...

Pour cyniques que soient ces constats, ils viennent démontrer que les influences réciproques de la distance et de l'information sont bien réelles encore que difficiles à qualifier définitivement.

3.2.2 Influences réciproques entre temps et information

La relation entre temps et information est étroite et, sous certains aspects, presque consubstantielle.

On l'a vu, l'avènement des nouvelles techniques de l'information et de la communication est le résultat de l'accès au très rapide, progrès dont l'électronique et l'informatique ont tiré leurs applications.

On a pu observer aussi combien la disponibilité quasi-immédiate de la plupart des informations avait bouleversé le rythme des activités humaines, obligeant sans cesse à anticiper, réagir, surveiller... Les chronogrammes remplissent les magazines et les écrans d'ordinateurs. Courbes de sondages de popularité pour les gouvernants, indicateurs d'efficacité pour les entreprises, cours de bourse que d'aucuns, à travers les services « en ligne », tiennent affichés devant eux à toute heure de la journée !

Pourtant, le temps de l'action n'est pas toujours soumis à la même accélération des rythmes. Cela est particulièrement vrai lors des opérations militaires modernes. Sensibles politiquement, elles se révèlent souvent ingrates, laborieuses, sans fin lorsqu'il faut s'interposer entre des protagonistes que tout oppose, rechercher des armes ou des fauteurs de trouble, reconstruire des infrastructures, etc. Les militaires, dans ces circonstances, ne vivent plus dans le temps bref de la société marchande pacifiée. La rusticité des actions et la lenteur des processus d'entente et de réconciliation sont alors déterminants. Les opinions publiques et les militaires eux-mêmes sont-ils capables de comprendre que des théâtres d'opérations fonctionnent parfois selon des rythmes différents de l'agitation des sociétés occidentales ?

On peut donc dire, pour résumer, qu'il coexiste aujourd'hui des sphères fonctionnant sur des tempos distincts selon le type d'informations qui les alimentent. Et les occupants de ces sphères ne sont pas toujours à même de se comprendre mutuellement.

3. 3 - Tentative de modélisation de l'espace-temps-information

L'espace-temps-information ne peut être réduit à un modèle mathématique simple. Tenter de le définir peut d'ailleurs apparaître comme un exercice vain en soi et de toute façon imparfait. Il apporte néanmoins une certaine contribution à notre étude.

3.3.1 Construction

L'espace-temps-information est la réunion d'un très grand nombre de sous-espaces. Comme l'a montré la réflexion développée jusqu'ici, chaque individu est à l'origine d'un espace individuel de vie. Par suite, l'espace-temps-information se définit comme la réunion de tous les espaces individuels de vie.

L'intérêt de ce choix est de disposer d'une représentation relativement concrète avec, pour origine de ces sous-ensembles, une représentation encore plus concrète puisqu'il s'agit de chaque individu de la planète.

Dans chaque espace individuel de vie, la **dimension physique** constituée par le cadre habituel d'existence est naturellement la première à prendre en compte.

Elle est prolongée par une **extension virtuelle**, excroissance modeste, moyenne ou déterminante selon que l'individu considéré accorde à ses activités d'échange d'informations une place plus ou moins importante. Tous les réseaux auxquels l'individu est abonné trouvent une expression dans cette dimension. L'ensemble des informations qui lui parviennent s'impriment quelque part dans cette sphère. Il semble par ailleurs nécessaire d'intégrer à celle-ci les restitutions du subconscient ou de l'inconscient individuel, lorsque l'on peut relier ces restitutions aux échanges d'informations de l'individu avec son environnement professionnel, social, y compris familial.

La **dimension temporelle** de l'espace individuel de vie est établie grossièrement par la prise en compte de deux paramètres qui paraissent bien révélateurs du niveau de sensibilité de l'individu aux variations des rythmes d'écoulement du temps.

- Le premier de ces paramètres est le degré d'accès aux moyens de transport modernes, et à l'avion en particulier.

- Le deuxième de ces paramètres est défini comme l'indice de variété des rythmes d'activités domestiques et professionnelles. Il traduit le dosage entre le temps long et le temps bref dans l'emploi du temps.

Comme il n'est pas question ici de pousser beaucoup plus la modélisation de l'espace-temps-information, il n'apparaît pas nécessaire de détailler davantage ces deux critères.

3.3.2 Commentaires

Les dimensions physiques, virtuelles et temporelles étant ainsi caractérisées, il est possible d'ajouter les précisions suivantes :

- On ne peut pas déduire de ce qui a été dit que la dimension physique de l'espace-temps-information, comme résultante des espaces physiques individuels, peut s'identifier au monde dans lequel nous vivons. La concentration de la population selon les endroits et la façon dont chacun de nous articule la dimension physique de son espace avec les autres dimensions sont autant de facteurs déterminants mais aléatoires qui interdisent une semblable généralisation.

- Les interdépendances entre ces différentes dimensions sont nombreuses. Néanmoins, aucune n'est réductible parce que chacune est nécessaire pour caractériser l'espace résultant et ses conséquences pour le stratège.

- L'aptitude du navigateur à maîtriser les différentes dimensions de son espace individuel de vie, ses capacités à conjuguer le temps immédiat avec les autres termes, à faire la part du virtuel et du réel et à enrichir son discernement en faisant profit de toutes ces exigences n'apparaissent pas, en première analyse, suffisamment restituées par ce modèle. Il doit en fait être considéré que la dimension virtuelle de l'espace individuel de vie, et plus particulièrement son organisation et son contenu, sont la meilleure représentation des facultés réelles du navigateur considéré. A titre d'exemple, un homme, vivant dans un pays développé, recevant passivement toutes les informations passant à sa portée, verrait la dimension virtuelle de son espace individuel de vie caractérisée par une distribution aléatoire d'un très grand nombre d'informations, mais sans organisation interne aucune.

4. Vers une cyberstratégie

4.1 - Une stratégie militaire est-elle toujours possible ?

A ce stade de l'étude, nous ne saurions passer sous silence une interrogation légitime. Dans les conditions décrites, le travail du stratège peut-il toujours s'exprimer sous une forme ayant quelque chance de succès ?

On serait en effet tenté de répondre par la négative et rappeler :

- l'importance réduite du territoire dans la vie politique, économique et sociale des Etats ;

- la mutation de l'Etat lui-même, du fait de la mondialisation, évolution qui réduit les gouvernants au statut de gestionnaire d'intérêts particuliers, ce qui limite notablement la possibilité d'exprimer un projet cohérent sur le long terme ;

- la susceptibilité des décisions politiques et militaires au fait médiatique ;

- l'importance prise par les alliances dans les interventions armées, ce qui a pour conséquence de nuancer les approches les plus radicales et de ne valider que les stratégies de consensus, forcément médiocres au sens original du mot.

En résumé, on peut être inquiet de la perte de souveraineté, au sens large, que provoque la révolution des NTIC.

Par ailleurs, on doit aussi envisager l'espace-temps-information comme but possible de confrontation. De la même manière que, des siècles durant, la guerre a généralement eu l'espoir d'un gain territorial comme ressort principal, il est légitime de considérer aujourd'hui que l'espace-temps-information pourrait devenir un objectif dans la guerre future. La capacité à contrôler les réseaux physiques et la possibilité d'influer sur leurs contenus pourraient en particulier constituer des buts de guerre, choisis délibérément ou en réaction à une agression extérieure. Or on doit constater que, sur ce registre, les Etats sont mal placés pour intervenir. Depuis le début des années 1990 et la succession des conventions visant à abolir la régulation des transferts d'information et de finances, les rapports de force s'expriment essentiellement en termes économiques et, dans une moindre mesure, culturels. Les fusions récentes dans le secteur de la communication – Time Warner et AOL, Vivendi et Vodafone - attestent, par les montants engagés et par les perspectives ouvertes, que l'emprise des conglomérats économiques sur ces nouveaux outils de pouvoir ne pourra pas facilement être desserrée.

Alors que les réseaux réalisent une fusion entre les dimensions territoriales, politiques, économiques, sociales et culturelles, le stratège paraît privé des moyens nécessaires à l'atteinte des objectifs qui pourraient lui être fixés pour la défense de ces réseaux et de leurs contenus. Comment, dans ces conditions, définir une stratégie adaptée ?

Enfin, on est en droit de se demander si l'espace-temps-information, par l'étendue de ses implications, n'impose pas d'une certaine manière un transfert au niveau politique de la prise en compte du terrain stratégique. A cette interrogation on objectera que le chef politique ne peut, à son niveau, intégrer toutes les implications, singulièrement en termes militaires, de l'espace-temps-information. Il n'est d'ailleurs pas souhaitable qu'il le fasse, une maîtrise de cet espace passant, comme nous le verrons plus tard, par une décentralisation de la décision.

En conclusion, apporter des éléments de réponse à la question fondamentale de la légitimité et de la possibilité, aujourd'hui, d'une stratégie, nécessite de rechercher des principes susceptibles de ménager au stratège une marge de manœuvre.

4.2 - Impact de la révolution de l'information sur le travail du stratège.

4.2.1 Les deux termes

Parmi les conséquences de la révolution des NTIC, celles qui touchent aux durées paraissent les plus déterminantes.

Les nouveaux tempos s'imposent, sans alternative possible, au stratège comme à tout individu. Ni le militaire, quand bien même il serait général en chef, ni le politique ne peuvent prétendre dans une démocratie négliger le temps de l'immédiat. On peut éventuellement le regretter. Mais le mieux nous paraît d'en prendre acte et d'en tirer les conséquences. Quelles sont-elles ?

On peut, pour simplifier, considérer que deux échelles de temps doivent désormais occuper le stratège.

Le **long terme** doit, de manière classique, être celui qui fonde sa pensée, qui lui fournit une ligne directrice pour ramener sans cesse ses décisions au filtre de la validité dans la durée. Cette ligne directrice est encore plus nécessaire quand l'enchaînement des faits d'actualité est rapide.

Dans le fort courant qui brasse les activités humaines, le chef militaire a d'une certaine manière un privilège. Il porte comme responsabilité première d'entretenir l'aptitude militaire du pays à survivre, mission qui offre une perspective longue. On peut discuter le libellé de « ministère de la Défense nationale » mais il a au moins le mérite de résumer, fût-ce inexactement, le mandat dont le volet militaire incombe au stratège.

A côté du temps long, le **temps de l'immédiat** est aujourd'hui incontournable. Le stratège doit être en mesure de répondre aux objectifs fixés par le politique, souvent sous la contrainte et l'attention de l'opinion. Au sein d'alliances, les buts de guerre et les états finaux recherchés seront les résultats de longues discussions et de difficiles compromis sur lesquels le stratège n'aura pas forcément une influence décisive...

Ce cadre dual étant posé, on peut analyser plus en détail comment la stratégie française peut désormais s'ajuster aux contraintes imposées par l'évolution de notre société et du monde du fait, entre autres facteurs, de la révolution des NTIC.

4.2.2 Stratégie longue et stratégie courte

Indubitablement, le long terme doit toujours inspirer une **stratégie longue**. Dans la situation actuelle de non guerre et d'absence de menace directe aux frontières, l'Etat ne définit d'autre projet pour fonder une stratégie que la défense des intérêts du pays.

En France, les objectifs politiques fixés sont la défense des intérêts vitaux, stratégiques et de puissance de la France, dans un cadre appelé à devenir de plus en plus européen - on se reportera au *Livre blanc* pour les définitions de ces différentes notions -.

Il appartient donc aux forces armées de définir une stratégie longue pour atteindre ces objectifs. Or une réponse nous est aussi donnée dans le *Livre blanc*.

« Contrairement à la projection qui, tout en exigeant des capacités permanentes, ne prend corps qu'au moment de l'intervention, les trois autres grandes fonctions stratégiques sont permanentes. On désigne sous l'appellation de posture permanente de sûreté l'ensemble des dispositions prises pour mettre en toutes circonstances le pays à l'abri d'une agression, même limitée ».

Cet extrait rappelle les deux échelles de temps évoquées. A côté des opérations d'envergure, hors de la métropole mais sous les feux des projecteurs, repose, discrète mais fondamentale, une stratégie qui sert les intérêts vitaux et stratégiques de la France. Baptisée posture permanente de sûreté, elle s'inscrit bien dans la durée, et se décline en trois fonctions stratégiques : dissuasion, prévention et protection. Toutes les trois nécessitent des efforts durables, constants mais importants, dont une bonne partie doit être tournée vers les NTIC, au sens le plus large. Il sera alors possible d'atteindre les points clés, au moment opportun, pour défendre les intérêts français dans les meilleures conditions.

Pour remplir honorablement ses obligations de circonstances, pour répondre aux actions dictées par l'opinion et les intérêts apparents, le stratège doit aussi veiller à entretenir des capacités militaires, plus que des principes d'action. On parlera de **stratégie courte**, qui se réduit donc, pour l'essentiel, à une stratégie de moyens. Elle doit assurer le succès en cas d'engagement, ou sinon l'interdire. Elle doit limiter les dommages que rejette l'opinion. Elle doit assurer aux forces armées une interopérabilité et un niveau d'efficacité suffisants pour correspondre au rang que les autorités politiques entendent tenir diplomatiquement. Parmi ces moyens, une réelle aptitude à obtenir la maîtrise de l'espace-temps-information est nécessaire.

En effet, les opérations à caractère spectaculaire qui occupent périodiquement la scène internationale et envahissent les écrans médiatiques ne peuvent être négligées. Elles sont la réponse à un déséquilibre que ne peut résoudre la voie politique ou que l'on ne souhaite pas résoudre par la voie politique, et elles ont la vertu de rendre possibles des recompositions inconcevables autrement. Elles peuvent, à ce titre, servir les intérêts stratégiques et les intérêts de puissance de la France. Ces interventions sont les plus exposées aux exigences de l'espace-temps-information et elles serviront d'autant mieux les intérêts de la France que la stratégie longue sera clairement définie.

Pour le reste, l'intervention quotidienne du politique dans la conduite de la guerre, les prolongements disproportionnés mais incontournables que peuvent avoir certains événements médiatisés de ces conflits, les recherches de consensus sur les modes d'action envisageables réduisent le champ de décision du stratège à très peu. C'est plutôt la qualité

des propositions de son état-major et sa force de production qui pourraient avoir ensuite un impact, au sein des coalitions, sur la conduite de l'opération elle-même.

4.2.3 Moins de souveraineté mais plus de contrôle

Avec d'abord l'apparition de l'activité spatiale et de la puissance nucléaire, avec ensuite le développement des médias et leur aptitude à couvrir en direct tous les événements, avec enfin la révolution des NTIC, la souveraineté des Etats a subi trois remises en cause majeures.

Il est illusoire de penser recouvrer des portions de souveraineté, le mouvement en Europe allant même vers le rapprochement des souverainetés nationales.

On peut par contre se demander comment rechercher la maîtrise de l'espace-temps-information. Il paraît déraisonnable d'espérer l'obtenir de manière permanente. Comme sur le sol, sur les mers ou dans le ciel, la supériorité dans l'espace-temps-information ne peut être que locale et temporaire. On parlera donc de contrôle de cet espace.

On peut émettre quelques doutes sur l'aptitude de la structure fortement centralisée de l'institution militaire à pouvoir réaliser ce contrôle. De façon générale, l'action doit être adaptée au terrain. Les réseaux, par leur structure redondante, reconfigurable et leur mode de fonctionnement quasi-libertaire, ne peuvent être correctement compris et, a fortiori, contrôlés si les processus décisionnels n'ouvrent pas une large place à la délégation et à la subsidiarité. Les quelques risques présentés par cette organisation du contrôle sont à accepter si l'on ne souhaite pas subir intégralement les accidents de terrain de l'espace-temps-information.

Il n'entre pas dans les buts de cette étude de dresser l'inventaire de tous les moyens à mettre en oeuvre. On peut néanmoins tenter d'identifier les points clés de l'espace-temps-information qui aideront le stratège à en obtenir le contrôle.

4.2.4 Points clés

Les points clés s'entendent comme les éléments constitutifs de l'espace-temps-information qui offrent au stratège la possibilité de gagner un avantage sur l'ennemi, de réduire la portée d'un handicap mais aussi et surtout de conserver sa liberté d'action.

La première catégorie de points clés rassemble les éléments d'infrastructures dont dépend le bon fonctionnement des réseaux organisant la vie économique, administrative, civile et militaire de l'adversaire. Les centraux de communication, les postes de contrôle satellitaires, les réseaux hertziens, les relais téléphoniques et de télévision, les places boursières, les centres de distribution de l'énergie sont autant de pôles essentiels qui organisent le fonctionnement normal des réseaux. Il ne faut pas sous-estimer l'aptitude de ces réseaux à se reconstituer et mettre à mal ces systèmes de distribution n'est pas simple. Les tentatives de l'OTAN durant la guerre du Kosovo sont là pour le rappeler.

Il est bien évident que nos propres réseaux devront bénéficier d'une capacité de reconfiguration différant l'instant où seront sérieusement atteintes nos organisations.

La deuxième catégorie de points clés est constituée par les vecteurs de transmission de l'information qui sont déterminants dans le comportement des personnes. Il s'agit d'identifier les médias dont l'audience et le message ont le plus grand impact à l'intérieur de la dimension virtuelle des espaces individuels de vie. Une action appropriée vis-à-vis de ces moyens, mais dont la définition des modalités n'entre pas dans le sujet de cette étude, sera alors nécessaire. On doit cependant demeurer réaliste et conscient, dans une démocratie, de la portée réduite de ce type d'actions, susceptibles en outre de ne pas atteindre les objectifs initialement visés.

La troisième catégorie de points clés est à chercher dans les résultats de l'analyse de la situation conflictuelle intéressant le stratège. Il s'agit de déceler les facteurs pouvant se conjuguer favorablement aux schémas de raisonnement des citoyens de l'Etat du stratège. Dans certains cas, il pourra s'agir de critères économiques, dans d'autres, plus fréquents, ce seront des valeurs susceptibles de recueillir l'assentiment du plus grand nombre. Les droits de l'homme constituent en la matière un référentiel incontournable. Mais il peut s'agir aussi de valeurs religieuses ou, plus rarement, de facteurs sécuritaires ou politiques. Pour faire se rejoindre les intérêts individuels et l'intérêt commun, l'explication et la démonstration ne sont pas des voies à négliger. Mais il ne faut pas en attendre forcément un résultat satisfaisant pour les raisons déjà évoquées : détachement de l'intérêt général, mise en cause des entreprises collectives fonctionnant sur le long terme, manque d'adhésion aux raisonnements stratégiques fondés sur l'histoire et la géopolitique. Plus sûrement, il faudra jouer de mécanismes indirects, faisant comprendre l'intérêt du particulier à rejoindre l'action décidée par la représentation nationale et mise en œuvre par les armées. On objectera qu'il s'agit là de manipulation. Cela n'est pas faux mais on conviendra que, dans le même ordre, nombre des mécanismes considérés comme l'apanage des démocraties matures fonctionnent sous les mêmes principes : c'est déjà le cas des élections et de la publicité, pour ne citer que les plus importants d'entre eux.

Dans ce travail d'identification des arguments d'adhésion, la dimension temporelle ne devra pas être négligée. Intégrée dès le début de la réflexion, elle peut permettre de faire face au décalage des rythmes : celui de l'opération dont s'occupe le stratège et celui de chaque individu, dont il peut être donné une représentation moyennée.

La quatrième catégorie de points clés se trouve chez l'adversaire. Les mêmes vulnérabilités existent chez lui, même si leur degré d'importance est dépendant de son niveau de développement en NTIC. Très en amont de l'opération, avant que la montée aux extrêmes n'interdisent ces modes d'action, il faut tenter d'exploiter à l'avantage de notre stratégie les canaux de diffusion et d'échange d'informations, et de semer le doute sur le bien fondé des entreprises de l'adversaire. La censure et les limitations techniques peuvent réduire l'impact de ces actions psychologiques mais si elles sont entamées très tôt, elles peuvent avoir une influence sensible. Le stratège doit, en un mot, se perfectionner dans « l'art de semer la division à propos »⁽¹⁾.

La cinquième catégorie de points décisifs est constituée par la panoplie des actions entreprises dans la durée, invisibles des médias et donc du public parce que permanentes, mais dont l'objet doit clairement être de prévenir les conflits. Renforcement des organisations politiques et militaires intégrées, observation, présence dans le monde, renseignement en général,...en résumé tout ce qui ne se voit pas mais sert les desseins du stratège doit être développé. Ces modes d'action sont moins soumis aux aléas de l'espace-temps-information. Ils offriront donc au stratège une liberté d'action inexistante dans les

⁽¹⁾ *L'art de la guerre*, article XIII – Sun Tzi

opérations ouvertes. Qui plus est, ils s'inséreront généralement bien dans la stratégie longue en vigueur.

La sixième catégorie de points clés concerne les facteurs de désaccord au sein des alliances. Cadre normal de déroulement de la plupart des opérations, les alliances comportent inévitablement des lignes de fracture, à l'état de filigranes ou déjà dessinées, qu'il est nécessaire, selon le côté où l'on se trouve, de contenir ou d'élargir. Les dimensions religieuses, ethniques, les facteurs historiques fournissent généralement un nombre de prétextes largement suffisant. Qu'on se souvienne des conditions variables d'engagement des membres de l'OTAN dans les opérations d'embargo contre la Serbie et le Monténégro et les attitudes grecques, allemandes, ou américaines, si différentes. Il est évident que des considérations de politique intérieure modulent les règles d'intervention des forces de chaque nation au sein des coalitions. Bien orchestrée, bâtie sur des exemples choisis avec soin, la dénonciation des agissements des forces armées de tel ou tel pays peut placer celles-ci en porte à faux et les forcer à se retirer de la coalition. Il s'agit donc ici de porter atteinte ou parade, selon le cas, au mode particulier de fonctionnement en réseau que constitue le principe du consensus. Réunissant un grand nombre de personnes, de cultures et de valeurs différentes, les alliances seront d'autant plus vulnérables que les citoyens des pays concernés pourront exprimer largement leur désapprobation, leurs doutes, et trouver des échos à travers les nouvelles techniques d'information et de communication.

Il se dégage de ce rapide survol que les points clés classiques – cols, déserts, marais, détroits – voient leur importance passer au second plan derrière les impératifs posés par la dimension virtuelle des espaces individuels de vie. Faut-il en conclure que les aspects médiatiques des opérations sont à considérer désormais comme prépondérants par rapport aux obstacles de terrain ? A cette question, nous répondons que chaque situation est unique et que des traits propres à certains théâtres d'opérations peuvent se révéler parfois déterminants. Mais dans tous les cas, force est de constater que la liberté d'action du politique et du stratège est d'abord liée à la manière dont les événements sont perçus par les citoyens des Etats alliés. La nouveauté réside, on l'aura compris, dans la difficulté pour le stratège de contrôler, à travers les points clés, l'espace-temps-information. La facilité consisterait à conclure que cette ambition est vaine. Il apparaît pourtant qu'un travail sur le long terme, fondé sur une bonne connaissance du fonctionnement social des réseaux, peut ménager au stratège une marge d'initiative. Oui, donc, une stratégie reste aujourd'hui possible, à condition de considérer à sa juste place le nouveau terrain dans lequel elle s'inscrit.

Conclusion

Le 28 février 1991, au terme de cinq jours d'une manœuvre d'encerclement des troupes irakiennes, le président Bush donnait l'ordre d'interrompre l'avancée des soldats alliés. Sur la voie entre Koweït city et Bassorah, baptisée « route de la mort » par les médias américains, les hommes de Saddam Hussein tentaient de fuir, harcelés sans cesse par les frappes alliées. « L'impression diffusée par la télévision que les forces alliées faisaient une boucherie des fuyards irakiens, qui ne présentaient plus de résistance organisée, a été fondamentale dans la décision du président américain d'interrompre l'avancée »⁽¹⁾.

⁽¹⁾ *The Gulf conflict : a military analysis* – LCL Jeffrey Mac Causland - Adelphi paper 282.

L'Irak , à lui seul, a accordé plus de visas aux journalistes étrangers que l'ensemble des pays arabes concernés. La toute jeune chaîne de télévision CNN a couvert en direct les premières attaques sur Bagdad. Saddam Hussein espérait ainsi obtenir le soutien de l'ensemble des peuples arabes et, surtout, fragiliser le soutien des opinions occidentales. Les images télévisées de pilotes américains et britanniques abattus ont poursuivi le même objectif.

Pourtant, est bientôt apparu parmi les journalistes le sentiment d'avoir été « instrumentalisés » par les militaires. Images « high-tech » d'impacts de bombes guidées laser, visites organisées, spectaculaires conférences de presse quotidiennes par le général en chef et fausses confidences auront effectivement permis aux forces alliées de contenir la curiosité de la presse et même de l'utiliser pour la manœuvre déceptive qui a précédé l'attaque terrestre.

Si l'on ne peut tenir les images de la « route de la mort » pour seules responsables de l'arrêt des opérations terrestres ni *a fortiori* pour origine du maintien au pouvoir de Saddam Hussein, ce rappel montre l'implication croissante, aujourd'hui, du fait médiatique dans la conduite de la guerre...et qu'il reste possible de s'en accommoder.

Dix ans plus tard, ces conclusions sont tout aussi valables. Qui plus est, le réseau Internet, en donnant aux citoyens des démocraties un moyen d'expression de leur opinion rapide, facile et fédérateur, aurait simplifié la mobilisation des opposants à la guerre. Mais cet outil procure aussi un moyen d'action. En submergeant les sites institutionnels de protestations indignées contre l'intervention militaire et de réactions passionnées après les images diffusées par la télévision, Internet aurait été un domaine spécifique de préoccupation des gouvernants et des militaires. Selon les pays, selon leur organisation constitutionnelle, cette forme de démocratie en direct pourrait bien avoir à l'avenir des conséquences importantes et remettre en question certaines stratégies. Il est donc essentiel, dès à présent, d'intégrer ce facteur.

Dans ce but, cette étude a tenté de souligner l'importance de ce nouveau terrain stratégique. Comme pour le milieu physique, l'espace-temps-information profitera à celui qui en aura discerné, avant les opérations, toutes les caractéristiques et qui en maîtrisera les points clés. Comme les démocraties présentent, dans ce domaine, des faiblesses endogènes, elles doivent y accorder une attention d'autant plus importante.

Source de profits et d'échanges, le monde des réseaux réserve spontanément la première place au temps bref. Il appartient naturellement au stratège d'entretenir sa culture de la société de communication afin de pouvoir se situer et situer l'action militaire au sein de cette société globale. Mais il doit aussi voir loin, penser au long terme et à la défense des vrais intérêts du pays.

L'espace-temps-information ne supprime donc pas le rôle du stratège. Il exige de lui davantage encore qu'à toute autre époque.

BIBLIOGRAPHIE

L'art de la guerre - Sun Tzi in *Anthologie de la stratégie* – Gérard Chaliand, collection Bouquins.

L'Etat séducteur - Régis Debray, éditions Bayard.

Introduction à la géopolitique - Aymeric Chauprade, éditions Ellipses.

« *Ralentir la communication* » - Revue Terminal 1995.

Article de Jean Cluzel, Le Figaro - 18 novembre 1999.

Le retournement du monde, sociologie de la scène internationale - Bertrand Badie et Marie-Claude Smouts.

La planète archipel - article de l'amiral Labouérie, bulletin d'études de la marine, juillet 1999.

Théories stratégiques – Amiral Castex in *Mélanges stratégiques*, Académie de marine, 1976.

Interview de Paul Virilio, revue Terminal 1993.

Ecran total - article de Jean Baudrillard, Libération, mai 1996.

The Gulf conflict : a military analysis - LCL Jeffrey Mac Causland, Adelphi paper 282.

Information, communication et stratégie - article de Pierre-Marie Fayard, revue Stratégique n°69.

Livre blanc sur la défense 1994 - éditions U.G.E 10/18.

Traité de stratégie - Hervé Coutau-Bégarié, éditions Economica.